

Pourquoi parler de la Palestine à la fac ?



Palestine, 10 millions d'habitants, territoire de la taille d'une région française, situé au Moyen-Orient. En théorie, 78% de ce territoire est attribué à un état, l'état d'Israël, et le reste à une Autorité Palestinienne indépendante.

Actuellement, la totalité du territoire occupé est sous contrôle de l'armée israélienne. Il n'est pas possible d'y entrer ni d'en sortir sans autorisation. Se déplacer à l'intérieur de ce territoire est tout aussi difficile. Malgré l'existence de l'Autorité Palestinienne, c'est l'état israélien qui contrôle la vie des habitant-e-s des territoires occupés.

Depuis sa création en 1948, la logique coloniale de l'état d'Israël

Acquisition progressive des terres et des ressources (notamment l'eau), sans jamais tenir compte des habitant-e-s historiques de la Palestine. Cette logique de colonisation continue actuellement en Cisjordanie (colonies) et à Jérusalem-est (expulsion, appropriation des logements, ...), alors que ces deux zones ne sont pas censées faire partie de l'état israélien tel qu'il a été reconnu par la **communauté internationale en 1967**.

Le résultat de cette politique de colonisation:

- la totalité de l'eau de la Palestine est contrôlée par l'état d'Israël.
- le revenu par habitant dans les territoires occupés est dix fois inférieur à celui d'Israël
- le chômage est massif en Cisjordanie et à Gaza (plus de 30%)

Les moyens d'oppression du peuple Palestinien

Les territoires palestiniens sont **morcelés** par les murs de séparation, les colonies (plus de 300 000 colons en Cisjordanie) et leurs routes réservées et par les points de contrôle de l'armée israélienne. **Toute vie normale est impossible pour les palestinien-ne-s dans ces conditions.**

Se déplacer librement est impossible. La présence de checkpoints militaires autour des villes de Cisjordanie rallonge systématiquement les trajets, au point de les rendre quasiment irréalisables. Chaque checkpoint est une source systématique de perte de temps et d'incertitude. L'ONU compte actuellement une vingtaine de ces points de contrôle militaires permanents à l'intérieur de la Cisjordanie: un ou deux par grands axes de circulation.

Une politique systématique de discrimination et d'oppression est utilisée contre les palestinien-ne-s, dans tous les aspects de la vie : travail, logement, déplacements, ... Cette politique de discrimination maintient les palestinien-ne-s dans une position de subordination, malgré une démocratie théorique.

Et dans les Universités?

D'un point de vue institutionnel, **les universités israéliennes soutiennent, activement ou passivement, l'oppression de l'État d'Israël**, son armée, son idéologie et ses pratiques discriminatoires :

- dans les Universités israéliennes, les étudiant-e-s arabes subissent constamment des mesures de sélection à l'entrée, des règles d'inscriptions discriminatoires, à l'image de l'apartheid que vivent les palestinien-ne-s au quotidien
- la plupart des universités israéliennes participent à des programmes scientifiques ayant des applications militaires, que ce soit dans le domaine de l'armement et des techniques de guerre ou que dans la coopération de chercheur-e-s en sciences humaines à l'élaboration de tactiques militaires

En tant qu'étudiant-es, personnel BIATOSS ou chercheur-e-s en France, nous évoluons dans des institutions (UFR, laboratoires de recherche, conférences, ...) qui décident de nombreux accords de coopération avec des Universités à l'international. Israël fonde une partie importante de son prestige international sur la qualité de sa recherche ; **ces liens universitaires sont donc un outil majeur de légitimation**. L'université peut donc être un enjeu important du conflit israélo-palestinien.

La société civile palestinienne a lancé en 2005 un appel au **boycott, aux désinvestissements et aux sanctions** contre Israël jusqu'au respect par Israël des droits reconnus par la communauté internationale aux Palestiniens (droit au retour des réfugiés, fin au blocus de Gaza, fin de l'occupation, ...). **Cet appel**, connu sous le nom de **campagne «BDS»**, regroupe aussi bien les palestinien-ne-s sous occupation que les palestinien-ne-s citoyen-ne-s d'Israël et les réfugiés-e-s palestinien-ne-s. A l'image du boycott de l'Afrique du Sud de l'Apartheid dans les années 1980, elle a pour but de créer un mouvement efficace de solidarité internationale, afin d'obtenir **la fin de l'occupation dans tous ses aspects**.

Pour relayer cet appel et discuter du **rôle que nous pouvons y jouer en tant qu'étudiant-e-s**, nous souhaitons proposer des moments de débats et d'ateliers pour mieux comprendre la situation et l'histoire du conflit:

Mercredi 30 mars – 16h amphi 3 Censive
projection-débat du film « *Defamation* » de Yoav Shamir

Jeu 31 mars – 17h salle 229 Tertre
regard historique sur le conflit israélo-palestinien

Vendredi 1er Avril - 14h amphi C Tertre
atelier d'observation de l'occupation, de la colonisation et du mur avec Google Maps (sisi, c'est possible) et projection d'un court documentaire

Nous pouvons tou-te-s agir en conscience pour la Palestine.
Les droits des palestinien-ne-s sont l'affaire de nous tou-te-s, ici comme là-bas.

pour plus d'informations sur la campagne BDS: www.bdsfrance.org
génération palestine nantes, avec la participation du SEN / contact : gp44@lists.riseup.net